



Bongo plus fréquentable que Mugabe Prime à la Françafrique !

Communiqué, le 2 juillet 2008

Aujourd'hui, 2 juillet, le Président français Nicolas Sarkozy reçoit à l'Élysée le Président du Gabon, Omar Bongo. Ce dernier, interviewé par RFI en marge du 11^{ème} Sommet de l'Union Africaine (qui s'est achevé hier en Egypte), vient de déclarer à propos du président zimbabwéen Robert Mugabe, dont l'élection est contestée par la communauté internationale en raison des violences qui l'ont accompagnée : *« Il a été élu, il a prêté serment, il est là avec nous, alors il est président ; on ne peut pas lui demander plus. Ils ont fait des élections, je crois qu'il les a gagnées »*. Bongo a ajouté *« Les Africains sont capables de décider par eux-mêmes. Nous avons même accueilli Mugabe comme un héros »*.

Ce soutien appuyé à Robert Mugabe vient probablement d'une solidarité entre présidents africains demeurant au pouvoir indéfiniment par tous les moyens, notamment des élections largement frauduleuses. Les exemples sont nombreux et le scandale le plus souvent passé sous silence quand il s'agit de l'aire francophone.

C'est donc avec intérêt que nous avons entendu le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner s'en prendre en termes exceptionnellement sévères, le dimanche 22 juin, à Robert Mugabe *« qui se croit désigné par Dieu et que Dieu doit maintenir à son poste, [et] n'est rien qu'un escroc et un assassin »*. Il a ajouté *« nous sommes déterminés non seulement à ne pas accepter un résultat éventuel d'élection truquée, scandaleuse et sanglante, mais à tout faire pour s'opposer à M. Mugabe »*, désignant cette élection comme *« le plus grand déni de démocratie que l'Afrique ait connu »*.

Si pour donner la palme du déni de démocratie en Afrique nous pouvons hélas hésiter (tant les candidats sont nombreux dans l'histoire des dernières décennies, arrivés et maintenus au pouvoir par l'assassinat, le coup d'Etat, les élections truquées, les massacres), nous prenons acte que de tels personnages sont désormais déclarés « infréquentables » par le chef de la diplomatie française.

Nous exigeons que cette règle de morale s'applique sans exception avec la même vigueur à tous les potentats qui, jusqu'à présent, ont bénéficié de l'assentiment complice des dirigeants français.

On ne peut pas, en effet, dire tout et son contraire, suivant l'opportunité. Nous constatons une fois de plus que la politique africaine de la France est établie non sur des principes de morale politique bien définis mais sur la considération d'intérêts particuliers. En recevant aujourd'hui le président Bongo, soutien de M. Mugabe, alors que l'un des principaux responsables de la société civile gabonaise, Marc Ona, a récemment été empêché de se déplacer aux Etats-Unis du fait de sa liberté de parole dans la lutte contre la corruption dans son pays, le pouvoir français démontre à l'opinion africaine qu'il est d'autant plus attaché à la morale que ses intérêts sont le moins en jeu.

Contact presse : Olivier THIMONIER olivier.thimonier@survie-france.org Tél. : 01 44 61 03 25